



★ Mobiliser pour Construire ★
ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE
Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS /prpe)

E-mail : actus-prpe@club-internet.fr

N/Réf : 09.04/SG /2011

Les guerres impérialistes coloniales françaises d'occupation de l'Afrique ont repris le haut du pavé.

DÉCLARATION DE ACTUS / prpe SUR LES BOMBARDEMENTS DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN CÔTE D'IVOIRE.

Le lundi 4 avril 2011, le président Sarkozy a ordonné aux troupes d'occupation de l'armée française stationnée en Côte d'Ivoire de bombarder les camps militaires, le palais présidentiel, la résidence du chef de l'état et la télévision ivoirienne qui sont pourtant protégées par un bouclier humain civil. D'autres cibles civiles ont été prises sous un déluge de feu de l'aviation française. C'est le cas notamment du Centre Hospitalier Universitaire de Yopougon où se trouve la résidence des internes des hôpitaux. Décapiter l'intelligentsia et les futurs médecins ivoiriens c'est un plan criminel qui voudrait plonger le pays dans un état arriéré. Le Président Français Sarkozy a déclaré la guerre à la Côte d'Ivoire comme il l'a faite le 19 mars 2011 en bombardant la Libye. C'est une déclaration solennelle de guerre coloniale d'occupation à toute l'Afrique. Cette humiliation et mépris infligés au continent africain et à ses peuples, sont insupportables.

Notre Parti, ACTUS/prpe condamne avec fermeté ces actes de guerres coloniales d'occupation et exprime sa solidarité militante panafricaine aux peuples frères ivoiriens et libyens et à leurs dirigeants légitimes Laurent Gbagbo et le Guide Mouammar Kadhafi. Ces deux Leaders africains, à l'instar des grands révolutionnaires africains tel Patrice Lumumba, paient leurs crimes de lèse majesté, en l'occurrence leur patriotisme et leur insoumission aux diktats des impérialistes occidentaux.

Pourquoi l'acharnement de la France contre le régime du Président Laurent Gbagbo depuis 2000 ?

En Côte d'Ivoire, depuis 2000, après la victoire démocratique à la présidentielle de M. Laurent Gbagbo, opposant historique du chantre et gardien du temple colonial français en Afrique, feu Houphouët Boigny, l'hexagone a juré de faire la peau à ce nègre, qui, comme l'esclave Toussaint Louverture en Haïti à oser se révolter contre l'ordre d'asservissement colonial de la Gaule. En effet, le marché ivoirien naguère réservé exclusivement aux entreprises françaises sans appels d'offres publics, a été ouvert par le président Laurent Gbagbo aux nouveaux partenaires commerciaux chinois. Cette nouvelle politique d'indépendance et nationaliste a suscité la furie guerrière de la France. De plus, les immenses ressources pétrolières off shore découvertes récemment, a décuplé la hargne des dirigeants français qui voudraient mettre hors d'état de nuire aux intérêts de l'hexagone, le président insoumis Laurent Gbagbo avant le développement et/ ou l'exploitation exclusive de l'or noir et des autres ressources naturelles : cacao, café, bois, coton, banane, ananas, huile de palme, poisson, fer, manganèse, diamant... La France voudrait avoir à elle seule la mainmise totale sur l'économie ivoirienne et continuer à piller en toute impunité le pays. C'est à dessein qu'en 2004, la France sous prétexte de séparer les belligérants (le gouvernement et les rebelles) a cautionné la scission du pays en deux parties : Le Sud contrôlé par le gouvernement légal de Laurent Gbagbo et le Nord sous domination rebelle. C'est une zone de non-droit où les pillages du diamant et du cacao sont organisés par des réseaux maffieux d'es multinationales.

Le quotidien *news.abidjan.net* dans sa livraison du 31 décembre 2010 écrit : «*le trafic des diamants constitue même le nerf de la guerre de l'ancienne rébellion des Forces nouvelles*». Il cite un rapport de Global witness



qui parle de 300 000 carats extraits chaque année au nord-ouest du pays et qui sont mis sur le marché international via, notamment, le Mali et la Guinée. Réunis le 15 novembre 2005, à Moscou, les 69 signataires de l'époque de l'Accord de Kimberley avaient estimé disposer de suffisamment de preuves pour dénoncer l'extraction illégale de diamants dans la zone contrôlée par l'ex-rébellion ivoirienne ».

Les peuples africains ne sont pas dupes car les raisons de « *défense de la démocratie et la protection des vies humaines* » invoquées par le président Sarkozy pour ses interventions militaires ne sont qu'imposture. La France défend uniquement ses intérêts en Côte d'Ivoire. L'impérialisme humanitaire ou la prétendue défense de la démocratie sont des nouvelles stratégies de l'occident d'asservir davantage les peuples du Sud. Pendant que ses avions tuent des milliers de civils et détruisent les infrastructures en Côte d'Ivoire et en Libye, la France est aphone et aveugle sur les génocides des peuples par ses valets et dictateurs africains qu'elle soutient militairement, économiquement et diplomatiquement depuis plusieurs décennies (Tchad, Congo Brazzaville, Centrafrique, Burkina Faso, Togo, Gabon...). C'est le cas au Tchad où la France dispose de trois bases militaires où les nombreuses interventions de ses troupes contre les forces de résistance nationale, ont permis de sauver le trône du dictateur Général-Président Déby en 20 ans de tyrannie.

En Côte d'Ivoire, la France a initié un coup d'état en 2002 contre le président légitime, Laurent Gbagbo et depuis lors, elle n'a cessé de soutenir militairement, économiquement et diplomatiquement les rebelles des Forces nouvelles du duo putschiste Ouattara-Soro. Au demeurant, rappelons que Monsieur Ouattara, ancien Directeur adjoint du FMI, une institution des puissances impérialistes et capitalistes, qui a plongé les peuples africains dans une paupérisation exponentielle, est naturellement le candidat des milieux financiers et des multinationales à la présidentielle ivoirienne du 28 novembre 2010.

Malgré la victoire incontestable du candidat Laurent Gbagbo contre son malheureux rival Ouattara, résultats proclamés par le Conseil constitutionnel, instance suprême du pays, le président français Sarkozy s'obstine à diriger avec détermination depuis quatre(4) mois une croisade impérialiste sans précédent en légitimant toujours sa guerre de reconquête coloniale du pays sous le fallacieux prétexte d'instaurer la « *démocratie* » et « *protéger les vies humaines* ». Le résident de l'Élysée et le Conseil de sécurité (au service des puissances occidentales) voudraient imposer par la force M.Ouattara à la présidence de la république ivoirienne contre la volonté du peuple.

La résolution 1975 du Conseil de sécurité, initiée par la France le 31 mars 2011 est un prélude à cette guerre déclenchée par le président Sarkozy le 4 avril contre le nationaliste Laurent Gbagbo. Cette résolution ne mentionnait pas une intervention militaire française des hélicoptères. Ce qui a conduit à une protestation et condamnation de la Russie de ces bombardements. La France continue à se comporter à l'égard des pays africains francophones comme à l'époque des colonies. Les patriotes africains sont révoltés de voir les images des soldats français occupés l'aéroport international d'Abidjan et patrouiller dans la capitale. 50 ans après les indépendances, le mépris colonial de la France à l'égard de l'Afrique reste immuable et tenace.

La prise de contrôle de l'aéroport d'Abidjan a été vivement dénoncée par le Conseiller du président Laurent Gbagbo : « *La force française Licorne agit comme une armée d'occupation en dehors de tout mandat, a déclaré Toussaint Alain. Nous croyions avoir à faire à une rébellion de Ouattara. En réalité, la Côte d'Ivoire est engagée dans une guerre contre l'armée française.* » [Ouest France du 04 avril 2011].

Si cette criminelle opération réussissait (ce qui n'est pas acceptable par tous les patriotes africains), les nouveaux hypothétiques conquérants se sont-ils posés les questions préalables suivantes : Peuvent-ils gouverner en toute quiétude et dans la paix un peuple à qui l'impérialiste a imposé par la force militaire un président qu'il a rejeté dans les urnes? Le peuple ivoirien oublierait-il les crimes contre l'humanité commis par le duo Ouattara-Soro et la France ? Quel serait la durée du sursis que le peuple ivoirien qui vivrait sous la coercition d'Ouattara lui accorderait?

Les lendemains des prétendus nouveaux conquérants triomphants autoproclamés, se transformeraient-ils en sauve qui peut sous une révolution populaire anti-impérialiste ?



Les peuples opprimés, révoltés contre l'impérialisme et déterminés, ont toujours gagné les luttes de libération nationale : les défaites de la France le 7 mai 1954 à Dien Bien Phu au Vietnam et en Algérie en 1962 sont des preuves et demeurent des sources d'inspiration intarissables pour les peuples qui aspirent à sortir de l'oppression coloniale.

Les bombardements français en Côte d'Ivoire ont fait provisoirement au « moins 2307 morts civils et des milliers de blessés ». Selon le Président de l'Union Africaine Teodoro Obiang Nguema. Il a par ailleurs dénoncé le mardi 5 avril 2011 cette expédition coloniale punitive en ces termes : « l'Afrique n'a pas besoin d'une influence étrangère » et saura gérer elle-même ses propres problèmes » [Source: DirectScoop.net]. C'est la deuxième fois que l'armée coloniale d'occupation tue les populations civiles. En effet, le 9 novembre 2004 face à l'hôtel Ivoire à Abidjan, 57 civils ivoiriens furent massacrés par l'armée française devant l'hôtel Ivoire. [Source : Canal Plus]. Dans sa marche sur la capitale ivoirienne, les Forces rebelles d'Ouattara ont commis un véritable pogrom selon les rapports des associations des droits de l'homme, qui faisaient état de 1.000 personnes tuées à Duékoué [Source : Infodabidjan du 4 avril 2011].

Avec le même cynisme qu'en 1994 au Rwanda, la France préparerait-elle un second génocide en Côte d'Ivoire après avoir provoqué la scission du pays deux parties ? Les patriotes africains ne laisseraient plus jamais se perpétrer et se banaliser un tel crime contre l'humanité.

Les 9 novembre 2004 et 4 avril 2011, sont deux dates qui entreraient dans l'histoire de la résistance africaine contre l'impérialisme français et journées de commémorations de la mémoire des victimes de l'Armée française. Où sont les prolifiques défenseurs des droits de l'homme pour traduire en justice (CPI) le président Sarkozy et son prédécesseur Chirac pour crimes contre l'humanité ? La CPI, créée par les puissances impérialistes serait manifestement impartiale et se ne s'acharneraient que sur les dirigeants africains insoumis ou qui ne leur conviendraient pas.

L'hypocrisie, la vassalisation la soumission de l'Union africaine (UA) et nombre des présidents africains à la volonté et aux diktats des impérialistes occidentaux, hypothèquent dangereusement l'avenir de l'Afrique. À l'heure où l'Asie et l'Amérique latine amorcent l'étape de l'émergence économique, politique et militaire, certains leaders africains ont fait le choix criminel d'appuyer la recolonisation du continent par les mêmes puissances impérialistes occidentales. Les soutiens des résolutions scélérates du Conseil de sécurité par certains dirigeants africains, autorisant les impérialistes occidentaux de bombardier les états frères, sont une haute trahison. Livrer ses propres frères à cette meute des capitalistes afin d'asservir tout le continent, est un acte de haute trahison. Les 9 novembres 2004 et le 4 avril 2011 resteront à jamais dans la conscience collective africaine comme un blasphème à la mémoire de tous les héros africains : Patrice Lumumba, Kouamé Nkrumah, Sékou Touré, Gamal Abdel Naser, Ruben Um Nyobé, Félix Moumié, Ernest Ouandié, Amilcar Cabral, Samora Machel, Houari Boumedienne, Agostino Neto, Sylvanus Olympio, Thomas Sankara, Marien Ngouabi, Barthélemy Boganda..., qui se sont sacrifiés pour la dignité et la libération de l'Afrique de la domination coloniale.

Ces guerres de la France et des autres puissances impérialistes contre la Côte d'Ivoire et la Libye laisseront des traces indélébiles dans la conscience collective des africains. Les relations entre l'Afrique et la France subiraient incontestablement des conséquences négatives. À qui demain le tour de subir les bombardements des bombes impérialistes ? Ceux qui espéraient être dans les bonnes grâces des puissances occidentales après des loyaux services rendus, se retrouveraient demain sous les bombes de leurs alliés et maîtres d'hier. Le maréchal Mobutu n'a-t-il pas été lâché, humilié et errant comme un chien à travers le monde malgré les loyaux services rendus durant 32 ans aux impérialistes ?

Il est encore temps pour certains dirigeants africains de rectifier le tir en se rangeant aux côtés des peuples. A cet effet, ils doivent exprimer clairement leur repentance pour les crimes commis. Les peuples africains leurs seraient reconnaissants car ils apprécieraient ces gestes courageux et d'humilité.



Les troupes françaises interviennent dans les combats aux côtés des forces rebelles d'Ouattara.

L'offensive des rebelles depuis leur fief au nord du pays jusqu'à Abidjan a été rapide grâce à l'aide massive des troupes françaises de l'opération Licorne. Le Canard enchaîné dans sa livraison du 06 avril 2011 écrit : « Selon plusieurs témoignages d'officiers supérieurs au « Canard », la France a appuyé la conquête du sud du pays par les forces de Ouattara. L'un d'eux, proche de l'Elysée, se félicite de « notre efficacité dans l'organisation de la descente sur Abidjan (...) Un autre galonné, membre des services de renseignement, confie : « On a fourni des conseils tactiques au Frci », mais aussi des munitions et des Famas (fusils d'assaut) ». Afin de préparer cette opération contre le peuple ivoirien, le président Sarkozy a renforcé le contingent militaire français du dispositif Licorne qui est passé de 900 à 1700 hommes. Les hommes venus en renfort sont constitués essentiellement selon le Canard enchaîné par « par des Rambo de la Direction des opérations (ex-Service action) de la DGSE et des Forces spéciales ». Ces unités spéciales ne projeteraient-elles pas l'assassinat du président Gbagbo ? C'est ce qu'affirmait son Conseiller, M. Alain Toussaint qui confirme par ailleurs sur I-Télé « la Côte d'Ivoire est "envahie par des armées étrangères avec la caution de la France et des Etats-Unis". Selon lui, "14 soldats de type européen –probablement des mercenaires- ont été retrouvés mort à proximité de la Radio Télévision Ivoirienne »

Les villes occupées par les Forces du duo Ouattara-Soro, pompeusement dénommées Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), ont subi des génocides. Ces effroyables crimes contre l'humanité dont les hauts responsables sont Ouattara et Soro, ont contraint les organisations des droits de l'homme d'épingler la barbarie des FRCI pour avoir massacré plus de 800 personnes dans l'ouest du pays. Face à ces génocides, le silence du gouvernement français, celui de l'hyper-médiatique philosophe Bernard Henri Lévy (BHL), défenseur sélectif et discriminatoire des droits de l'homme et enfin le sommeil des médias occidentaux prompts à accuser et fustiger le président Gbagbo, seraient une complicité de crime contre l'humanité.

Cette horreur gravissime aurait poussé le président Sarkozy à déclencher de suite ces bombardements afin de détourner l'opinion internationale des massacres des civils commis par ses alliés Ouattara et Soro [Source: ivoirien.net] ? De plus, les mauvais sondages sur la côte de popularité du président en chute libre, ne seraient-ils pas une opportunité afin de redorer son blason par les débats politiques actuels? Les opérations « casse bougnoul » en Libye et « Casse nègre » en Côte d'Ivoire rapporteraient-elle gros pour son auteur qui sera candidat à sa propre succession à la présidentielle de 2012? Rien n'est moins sûr car les électeurs d'origine africaine sont révoltés en regardant les bombes de l'aviation française tuer les leurs. Ils s'opposent naturellement à celui qui sème la mort et la désolation en Afrique.

Les morts africaines des bombes des marchands des canons français suscitent-elles de la compassion humaine en France ? Où sont les mobilisations et autres manifestations contre ces crimes ? Selon un sondage Ifop paru dans France-Soir, 66% des français sont favorables aux frappes en Libye soit deux-tiers des français contre 34% qui les désapprouvent. [Le Figaro du 23 mars 2011]

Cela est révélateur de tout ce qu'on trouve révoltant, criminel sous d'autres cieux, mais « normal et juste » pour l'Afrique. Nous sommes bien en présence d'une exception africaine, d'une zone d'exclusion d'application et du respect du droit international.

Le soubassement raciste incontestable serait à l'origine de tels comportements abominables.

L'échec d'Ouattara à la présidentielle et la barbarie de ses Forces qui commettent des crimes contre l'humanité.

Dans cette tragédie africaine, il y a certaines personnalités qui compatissent avec l'Afrique tels Maîtres Vergès et Roland Dumas ou le sénateur républicain des Usa, Jim Inhofe. Avec lucidité et impartialité, le sénateur étatsunien de surcroît républicain, Jim Inhofe a pris position en faveur de la légalité constitutionnelle en Côte



d'Ivoire, celle du président Gbagbo. Ce membre éminent de la « commission sénatoriale des services armés (SASC) » et du comité chargé des « relations étrangères du Sénat (SFR) ». Il a indiqué lundi 04 avril 2011 que l'opposant ivoirien Alassane Ouattara était « *illégitime pour diriger la Côte d'Ivoire* », lors d'une conférence de presse devant la chaîne américaine « *RightNetwork* ». ajoutant que « *les récents rapports des massacres perpétrés par les forces de Ouattara* » sont des « *preuves supplémentaires* » et « *que les États-Unis doivent changer leur position en Côte d'Ivoire* ». « *Il est maintenant clair, basé sur les rapports des Nations Unies sur la Côte d'Ivoire, que des massacres ont eu lieu sous le contrôle d'Alassane Ouattara. Cela remet en question sa légitimité à diriger ce pays. Ouattara fait un carnage, tuant des civils innocents, et il doit être stoppé avant que ce soit un autre Rwanda* ». Le Sénateur Inhofe a par ailleurs appelé les États-Unis à réclamer un cessez-le feu « *pour empêcher Ouattara et son armée rebelle de commettre un massacre de masse sur les Ivoiriens, en particulier sur les nombreux jeunes présents au palais présidentiel* » et de conclure en ces termes : « *Sur la base de nouveaux rapports faisant état de 1.000 personnes tuées par Ouattara à Duékoué, j'espère que les États-Unis reconsidérons cette position* », a-t-il souhaité. [Source : *Nerrati-Press et Infodabidjan*].

L'obstination du président Sarkozy est d'imposer au peuple ivoirien M.Ouattara dont il a officié le mariage à Neuilly sur seine en 1990 lorsqu'il était maire de cette commune de la région parisienne. C'est est une abomination pour le peuple africain qui jamais ne l'accepterait.

Le blocus économique, monétaire et sur l'importation des médicaments imposé par la France et l'Union européenne, a causé des milliers d'autres victimes qui s'ajoutent à celles des bombardements. C'est ce que le président Sarkozy appelle « *la défense des populations civiles?*» Les peuples africains s'opposent à ces interventions militaires.

Le refus obstiné d'Ouattara et ses maîtres de recompter les voix sont une preuve des fraudes massives organisées par ces derniers dans la partie septentrionale du pays sous contrôle des rebelles et dont une partie de suffrages a été invalidée par le Conseil constitutionnel. Le recomptage des voix ou l'organisation des nouvelles élections transparentes sont les seules solutions crédibles à la crise post électorale.

Ces pertinentes propositions ont été faites par le président Laurent Gbagbo. Pourquoi le malheureux candidat Ouattara s'obstine t-il à refuser cette procédure? de quoi a t-il peur s'il avait été plébiscité par le même peuple ivoirien comme il le clamait à satiété ?

Dans des cas similaires de litiges sur le nombre des voix, le recomptage des voix avait été opéré. Ce fut le cas notamment aux Usa en 2000 entre les candidats Georges Bush et Al Gore en Floride où la cour suprême a organisé le recomptage des voix. La France avait-elle contesté alors la décision de la cour suprême étatsunienne ? et pourquoi le fait-elle pour la Côte d'Ivoire ? Pourquoi ne reconnaît t-elle pas la constitution ivoirienne ?

Il est inacceptable que la souveraineté des états africains soit bafouée avec en filigrane des relents racistes. Ce paternalisme colonial, cette condescendance hexagonale et ce mépris permanent des peuples africains par la France sont insupportables !

Le président d'un pays est celui qui a été démocratiquement élu par le peuple et reconnu par le Conseil constitutionnel devant lequel il prête serment. Dans le cas d'Ouattara, il est un candidat de la « Communauté internationale ou groupe des puissances impérialistes ». Il est reconnu et « certifié » par ces puissants qui voudraient le sacrer président de la Côte d'Ivoire. Cependant, il n'est pas reconnu par le Conseil constitutionnel, instance suprême du pays. Il n'a par conséquent aucune légitimité.

Le Ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé après les massacres de l'aviation de l'opération Licorne a parlé d'une éventuelle reddition du président Laurent Gbagbo [Afp du 5 avril 2011]. Le président légitime Laurent Gbagbo serait implicitement reconnu par la France et l'Onu. En effet, ces deux complices qui exigent du président ivoirien « *de signer un document dans lequel il renonce au pouvoir et reconnaît son rival comme président* », confirment de facto les fraudes massives et autres irrégularités commises par leur poulain Ouattara dans le nord du pays. Si l'insoumis président Gbagbo n'était pas reconnu les auteurs de



cette guerre et qui sont par ailleurs conscients dans leur fort intérieur de la victoire de ce dernier à la présidentielle du 28 novembre 2010, ne lui demanderait jamais de signer un document d'abdication !

L'Afrique doit se lever comme un seul homme pour combattre la recolonisation du continent.

Les masques tombent au fil du temps et le complot impérialiste contre le patriote ivoirien Laurent Gbagbo, dirigé par le président Sarkozy se confirme.

L'Afrique, seul continent aux ressources naturelles variées, complètes et aux potentielles humaines en pleine croissance, réunit tous les atouts pour devenir une puissance émergente à la fin du 21^{ème} siècle. Cela est possible à condition que les peuples puissent choisir librement leurs dirigeants révolutionnaires, patriotes, panafricains, anti impérialistes et mécènes du développement économique et social.

Ces choix des dirigeants passeront par des luttes implacables des patriotes africains contre la domination impérialiste occidentale et leurs soupapes de sécurité, en l'occurrence les gouverneurs délégués ou leurs valets imposés aux peuples comme présidents.

La perspective d'une émergence de l'Afrique et son indépendance totale des exploiters et pilleurs des ressources naturelles n'enchantent guère les puissances impérialistes. À cet effet, elles mènent des expéditions militaires punitives coloniales contre les peuples avec des milliers de victimes.

Les peuples africains ont droit à une existence digne et humaine et doivent coopérer dans la paix et sur la base de respect mutuel, d'avantages mutuels avec tous les peuples du monde.

Nous refusons l'esclavagisme dans lequel les puissances impérialistes occidentales voudraient nous maintenir éternellement. C'est une question de vie qu'aucune puissance quelle que soit sa supériorité militaire empêchera les peuples de se battre pour y parvenir.

Si les dirigeants africains encore lucides et patriotes ne réagissent pas énergiquement contre cette nouvelle stratégie de recolonisation du continent via l'Onu, cela fera jurisprudence car nos lois n'auraient aucune valeur face à la volonté de prédation et de domination des puissances impérialistes. Si l'Afrique accepte ces guerres injustes et de rapine certifiées par le Conseil de sécurité contre la Libye et en Côte d'Ivoire, le processus de recolonisation sera accéléré et submergera dans un délai très court tout le continent.

- L'ACTUS/prpe lance un appel solennel à tous les patriotes africains de s'unir pour combattre cette nouvelle recolonisation de l'Afrique par les puissances occidentales. Peuples et Dirigeants africains encore lucides et patriotes, réveillons-nous et soulevons-nous comme un seul homme contre cette recolonisation rampante.

- Nous réitérons notre solidarité militante aux peuples frères ivoiriens et libyens et à leurs dirigeants insoumis à l'impérialisme en l'occurrence Laurent Gbagbo et le Guide Mouammar Kadhafi, victimes de la croisade coloniale dirigée par le président français Sarkozy

- Nous condamnons et dénonçons le Conseil de sécurité de l'Onu, dominé par ces mêmes puissances impérialistes et au service desquelles il adopte une cascade de résolutions contre les peuples africains. Dès lors, l'Afrique devrait revoir sa participation à l'Onu si des réformes profondes et substantielles avec institution de trois sièges permanents au Conseil de sécurité ne soient acceptées. Cependant, les peuples africains doivent veiller scrupuleusement à la désignation avec objectivité les pays qui siègeraient au Conseil de sécurité. Ces représentants de l'Afrique devraient être ceux qui inspireraient confiance et seraient capables de défendre notre continent en tout temps, en tout lieu et en toute circonstance, avec dignité, courage, loyauté, intransigeance et constance.

Eu égard aux humiliations permanentes subies par l'Afrique, les seuls critères valables et intangibles aux yeux des patriotes africains seraient des pays qui sont caractérisés et connus pour leurs luttes constantes contre l'impérialisme, leurs engagements concrets pour l'indépendance économique et la promotion du bien-être



social des masses populaires, leurs refus de se soumettre aux diktats des puissances occidentales, leurs engagements et leurs contributions dans la promotion de l'unité africaine et de l'indépendance du continent et enfin leurs aides aux mouvements de libération nationale qui a permis à de nombreux pays africains d'être aujourd'hui indépendants.

- Nous condamnons l'inaction de l'Union africaine et de certains dirigeants africains qui, pour des raisons personnelles inavouées et inavouables cautionnent les stratégies impérialistes à long terme de recolonisation de l'Afrique à travers les résolutions perfides du Conseil de sécurité. L'histoire jugera ces comportements de haute trahison.
- Nous condamnons les agressions militaires françaises en Côte d'Ivoire et en Libye et nous exigeons l'arrêt immédiat de ces campagnes de guerre dirigées par la France contre ces deux pays africains.
- Nous exigeons la fermeture immédiate et inconditionnelle de toutes les bases militaires françaises et autres en Afrique car elles représentent un danger permanent pour la souveraineté des états et du continent.

- * Vive la solidarité panafricaine pour que vive la fraternité entre les peuples du continent
- * Vivent les luttes de résistance des peuples africains, pour que vive la renaissance du Continent.
- * Vive la création des Etats-Unis d'Afrique pour que vive une Afrique indépendante, prospère économiquement, puissante militairement et capable de s'imposer sur la scène politique internationale.

Le 09 Avril 2011

Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme / Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique
Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS / prpe)

Le Secrétaire Général
General Secretary

Dr LEY- NGARDIGAL Djimadoum

